

Questions orales

informe les propriétaires de marchés d'alimentation que le prix des denrées de base ne comprend pas de taxe fédérale sur les ventes et que ces denrées ne peuvent donc faire l'objet d'un remboursement.

Vendredi, pourtant, le ministre des Finances a déclaré que cette taxe existait bel et bien sur les denrées alimentaires. Selon lui, elle est de un ou deux pour cent.

Pour servir les objectifs du gouvernement, on dit une chose au monde des affaires et on en dit une autre aux consommateurs. Les Canadiens ne sauraient tolérer cette duplicité.

* * *

L'ENVIRONNEMENT

M. Ross Belsher (Fraser Valley-Est): Monsieur le Président, les Canadiens attendent avec impatience et avec optimisme que le gouvernement présente son Plan vert.

C'est le cas surtout des habitants de la circonscription de Fraser Valley-Est, que je représente. Les habitants d'Abbotsford, de Chilliwack, d'Agassiz, de Hope et d'autres localités de la vallée sont particulièrement inquiets de la qualité de l'air. Aussi belle que cette vallée puisse être et aussi majestueuses que les montagnes puissent être, l'air que nous respirons laisse beaucoup à désirer.

Les habitants de la vallée subissent le smog et les émissions polluantes de Vancouver. C'est un vent malsain qui souffle sur la vallée en provenance de la ville. L'air pur de la vallée est désormais vicié par le smog de la ville, ce qui enlève évidemment tout son charme à la vie à la campagne.

C'est normal que les habitants de la vallée attendent impatiemment le Plan vert et les solutions pratiques qu'il apportera. En fait, nous attendons en retenant notre souffle. J'espère que le ministre de l'Environnement et ses collègues étudient ce problème.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

L'ÉCONOMIE

L'hon. Herb Gray (chef de l'opposition): Monsieur le Président, j'ai une question à poser au ministre des Finances.

La semaine dernière, le premier ministre et lui-même ont refusé d'admettre que le Canada était en récession, mais le premier ministre a convenu qu'avec son gouvernement, il avait provoqué un ralentissement et que cela était prévu dans le budget de février 1990.

Dans ce budget, le ministre des Finances avait dit: «La croissance devrait se rétablir au deuxième semestre de 1990.» Nous sommes maintenant dans ce second semestre, mais il est vraiment difficile de dire que la croissance est en train de se rétablir. Il y a de moins en moins de croissance et de plus en plus de chômage.

Je voudrais donc savoir si le ministre des Finances maintient cette projection de la croissance qu'il a faite dans son budget. Si c'est le cas, pense-t-il que les gens peuvent le croire, maintenant que les chiffres révèlent une montée constante du chômage et des faillites et que des renseignements publiés aujourd'hui annoncent une baisse considérable du nombre de maisons vendues au Canada?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, le 17 septembre dernier, j'ai prononcé un discours à Edmonton, dans lequel j'ai donné aux Canadiens les prévisions les plus récentes du gouvernement au sujet de la situation économique.

J'ai dit dans ce discours que certaines des prévisions faites dans le budget ne se sont pas réalisées aussi rapidement que nous le pensions. En d'autres termes, je m'attendais à ce que l'économie soit plus faible qu'elle ne l'a été au début de l'année. Elle a en fait été plus forte que prévu au cours des premiers trimestres de 1990.

L'économie s'est ralentie maintenant et nous nous attendons à un rétablissement un peu plus tard dans l'année. L'économie est, par nature, en évolution constante. Elle n'est jamais statique. Nous produisons les meilleures prévisions possibles du moment.

Si mon honorable ami veut bien examiner tout le dossier des prévisions économiques de notre gouvernement au cours des six dernières années, il aura vite fait de s'apercevoir qu'il est de très loin supérieur à celui du gouvernement précédent.

L'hon. Herb Gray (chef de l'opposition): Monsieur le Président, je voudrais poser une question supplémentaire au ministre des Finances.

Les Canadiens n'ont pas dû être surpris d'apprendre aujourd'hui qu'on avait décerné le prix Nobel de la paix à M. Gorbatchev. Par contre, je ne pense pas qu'ils s'attendent à ce que leur ministre des Finances devienne un jour ne serait-ce que candidat au prix Nobel de l'économie.

Une voix: Cela ne fait aucun doute.

M. Gray (Windsor-Ouest): Monsieur le Président, M. Doug Peters, économiste en chef à la Banque Toronto-Dominion, a déclaré ceci aujourd'hui au sujet du ministre des Finances: «Ce qu'on ne semble pas comprendre, c'est qu'il ne s'agit pas d'un incident mineur. Nous allons être confrontés à une récession grave et prolongée qui sera